



BIRDLIFE AFRICA NEWSLETTER



© Wirestock Creators / Shutterstock

MESSAGE DU DIRECTEUR REGIONAL

2023 a été une année remarquable pour le partenariat BirdLife en Afrique. Qu'il s'agisse de nouvelles collaborations ou de travaux de conservation conséquents menés par nos partenaires, nous continuons d'être en première ligne de la protection de la nature. Nous sommes également ravis d'accueillir le nouveau membre de la famille BirdLife, Nature Rwanda, et de féliciter SOS-Forêts en Côte d'Ivoire d'être devenu un partenaire à part entière de BirdLife, alors que nous continuons à accroître notre empreinte de conservation sur le continent.

Nous espérons que vous apprécierez les articles de nos partenaires à travers le continent et que vous partagerez cette lettre d'information avec vos amis et sympathisants. Bonne lecture, merci pour votre soutien continu et que 2024 apporte de plus importants bénéfices à la nature et aux gens.

Kariuki Ndong'ang'a
Directeur Régional Afrique, BirdLife International

OISEAU EN DANGER

LA GRANDE OUTARDE

OTIS TARDA

Inscrite sur la liste rouge de l'UICN dans la catégorie "en danger", cette espèce présente dans le nord du Maroc, la région méditerranéenne et l'Europe centrale, a subi une réduction rapide de sa population. Les principales menaces qui pèsent sur les populations d'Outardes en Afrique sont, entre autres, les collisions avec les lignes électriques, la chasse illégale et la perte d'habitat. Au Maroc, diverses stratégies d'intervention sont mises en œuvre pour conserver cette espèce, notamment la sécurisation des habitats dans les zones clés, la recherche et la surveillance, ainsi que la sensibilisation.

NATURE RWANDA REJOINT LE MOUVEMENT



Des membres de la communauté transfèrent des plants dans des pots à la pépinière de Butare dans le cadre des travaux de restauration de Nature Rwanda © Nature Rwanda

Par Lewis Kihumba

BirdLife International a officiellement accueilli Nature Rwanda, en tant que nouveau partenaire de BirdLife, devenant ainsi le 27e partenaire de BirdLife en Afrique. Établi en 2016, Nature Rwanda vise la construction de communautés où les êtres humains coexistent avec la nature. Cela se fait par la conservation de la biodiversité et des écosystèmes d'une manière qui favorise un avenir durable et conduit à une transformation sociale et économique dans les communautés, tout en abordant les questions qui menacent la coexistence des humains et de la nature. Les principaux piliers du travail de Nature Rwanda comprennent la conservation des espèces et des habitats, l'adaptation au changement climatique, le leadership environnemental et le renforcement des capacités, ainsi que la politique et le plaidoyer, entre autres.

Nature Rwanda et BirdLife collaborent sur diverses initiatives. Dans les bassins du lac Kivu et de la Rusizi, dans l'ouest du Rwanda, les deux organisations travaillent à la restauration de 500 hectares de paysages dégradés en plantant plus de 300 000 arbres et en améliorant les moyens de subsistance des communautés, dans le cadre d'un projet soutenu par le TerraFund pour l'AFR100. En outre, Nature Rwanda fait partie du Réseau de Réponse à l'Empoisonnement de la Faune Sauvage en Afrique de l'Est, une initiative pour lutter contre l'empoisonnement des animaux sauvages, une menace majeure pour les vautours et autres rapaces en Afrique.

Avec plus de 360 membres et un nombre croissant, Nature Rwanda est un acteur idéal pour le partenariat BirdLife.

"Cette nouvelle nous procure une immense joie, marquant une étape importante qui nous remplit d'allégresse. Nous exprimons notre sincère gratitude à l'équipe de BirdLife pour son soutien indéfectible tout au long de ce voyage. Nous sommes vraiment reconnaissants de cette collaboration et nous sommes résolus à créer ensemble un impact encore plus grand", a déclaré Jean Claude Dusabinama, Directeur Exécutif de Nature Rwanda.

"Nous sommes ravis que Nature Rwanda rejoigne les rangs de BirdLife. Les aspirations de Nature Rwanda correspondent parfaitement à celles du Partenariat BirdLife, comme en témoignent son modèle de conservation et son important travail de restauration et de lutte contre le changement climatique au Rwanda. Nous nous réjouissons de cette collaboration", a déclaré Kariuki Ntang'ang'a, directeur régional pour l'Afrique de BirdLife International.

“

Nous sommes vraiment reconnaissants de cette collaboration et nous sommes résolus à créer ensemble un impact encore plus grand



Jean Claude Dusabinama,
Directeur Exécutif, Nature Rwanda

Ce dernier ajout porte à 27 le nombre total de Partenaires de BirdLife en Afrique.

LUTTE CONTRE L'EMPOISONNEMENT DES ESPÈCES SAUVAGES AU KENYA



Des volontaires de la communauté se livrent à des danses traditionnelles pour sensibiliser la population à l'empoisonnement des animaux sauvages et à la conservation des vautours, lors de campagnes de sensibilisation sur les marchés d'Amboseli © Ednah Kulola

Par Ednah Kulola et John Mwacharo

Par une belle matinée à Amboseli, dans le comté de Kajiado, au sud du Kenya, 99 hommes et femmes sont rassemblés dans la salle sociale Enchilishili du ranch du groupe Eselenkei. Les participants écoutent attentivement les orateurs, comme ils le font lors d'autres rassemblements publics de base. Aujourd'hui, les discussions portent sur la conservation des vautours et l'empoisonnement des espèces sauvages. Ce rassemblement villageois est l'un des nombreux prévus par Nature Kenya pour sensibiliser les habitants de l'environnement d'Amboseli aux dangers de l'empoisonnement des espèces sauvages.

Au cours des dernières années, le Kenya a perdu un nombre important de ses populations de vautours. Le pays abrite huit espèces de vautours : Vautour à Dos Blanc (*Cyps Africanus*), Vautour à Tête Blanche (*Rigonoceps occipitalis*), Vautour de Rüppell (*Cyps rueppelli*), Vautour Nubien (*Torgos tracheliotos*), Vautour Charognard (*Necrosyrtes monachus*), Vautour Egyptien (*Neophron percnopterus*), Gypaète Barbu (*Cypaetus barbatus*) et le Palmiste Africain (*Cypohierax angolensis*).

Quatre de ces espèces (Vautour Charognard, vautour à dos blanc, vautour de Rüppell et vautour à tête blanche) sont classées en danger critique d'extinction, tandis qu'une espèce - le vautour à face blanche - est classée comme étant en danger d'extinction dans la liste rouge de l'UICN. Au cours des 40 dernières années, selon un article récemment publié ([Ogada et al. 2022](#)), les populations de vautours charognard ont diminué de 88 %, celles des vautours à dos blanc de 75 %, celles des vautours nubiens de 65 % et celles des vautours de Rüppell de 20 %.

L'empoisonnement des animaux sauvages, qui découle des conflits entre l'homme et la faune, est la principale cause de mortalité des vautours au Kenya. Lorsque le bétail est la proie de prédateurs tels que les lions ou les hyènes, les éleveurs ont souvent recours à l'empoisonnement des carcasses en guise de représailles, dans le but de tuer les prédateurs malhonnêtes. Les vautours sont souvent victimes de ces empoisonnements car ils se nourrissent de carcasses en grand nombre.

"L'empoisonnement des animaux sauvages est très répandu à Amboseli. Les vautours sont les victimes les plus touchées. Nous profitons de ces rassemblements pour sensibiliser notre population aux menaces que représentent ces empoisonnements", explique Jackson Oloibon, un bénévole de la communauté des vautours basé à Kimana.



Réunion de sensibilisation à la conservation des vautours et à l'empoisonnement des animaux sauvages dans le village de Nolasiti/Samai à Amboseli © Ednah Kulola

"Nous sommes reconnaissants à Nature Kenya pour cette séance d'information. Au fil des ans, nous avons constaté une diminution du nombre de vautours dans cette région et nous avons supposé que les oiseaux avaient migré vers d'autres lieux à la recherche de nourriture et d'abris. Aujourd'hui, nous avons appris que ces oiseaux disparaissent en raison de l'empoisonnement des animaux sauvages", explique Meijo ole Kerina, un habitant du village d'Enchilishili.

Après avoir pris connaissance de l'importance des vautours pour la propreté de l'environnement et des menaces qui pèsent sur eux, ole Kerina s'engage à mobiliser ses concitoyens pour qu'ils dénoncent toute personne qui tenterait d'empoisonner des animaux sauvages. Au cours de ces réunions, les membres de la communauté posent des questions, partagent leurs opinions et font des suggestions pour prévenir les empoisonnements d'animaux sauvages dans leur région. Les villages adjacents au parc national d'Amboseli sont souvent victimes d'attaques de prédateurs sur le bétail.

Les chefs et d'autres responsables administratifs sont chargés d'établir le contact avec les communautés. Jusqu'à présent, quatre réunions ont été organisées en 2023 dans les villages d'Itilal, de Samai, de Nolasiti et d'Enchilishili, et 408 membres de la communauté ont été touchés. Des intervenants du Service kényan de la Faune (SKF), du Fonds Communautaire Maasai pour la Nature (Maasai Community Wilderness Trust) et de la Fondation Big Life sont également impliqués dans les activités de sensibilisation. Les données scientifiques suggèrent que l'éducation et la sensibilisation du public, entre autres facteurs, sont essentielles pour réduire la prévalence de l'empoisonnement par des animaux sauvages parmi les communautés pastorales d'Amboseli et d'autres points chauds comme le Maasai Mara.

Nature Kenya a recruté 17 volontaires communautaires dans la région d'Amboseli pour surveiller les populations de vautours et les cas d'empoisonnement d'animaux sauvages. "Les volontaires ont contribué à renforcer la surveillance des conflits entre l'homme et la faune sauvage et à catalyser les changements de comportement au sein de la communauté. Nous travaillons en étroite collaboration avec ces volontaires pour renforcer les efforts de conservation des vautours à Amboseli et au-delà", déclare Paul Gacheru, responsable des espèces et des sites à Nature Kenya.

"L'empoisonnement des animaux sauvages est une menace majeure pour les vautours en Afrique, puisqu'il est à l'origine de plus de 60 % de leur mortalité. Au Kenya, les vautours sont pris dans le feu croisé des conflits entre l'homme et la faune sauvage, car ils deviennent des victimes lorsqu'ils se nourrissent de carcasses empoisonnées. Les efforts déployés au niveau local, tels que la sensibilisation des communautés, sont essentiels pour éduquer la communauté sur les dangers de l'empoisonnement et l'importance des vautours. Les membres de la communauté qui en sont conscients sont moins susceptibles de s'engager dans des activités d'empoisonnement d'animaux sauvages", déclare Vincent Onyango, responsable principal de la conservation des vautours pour l'Afrique de l'Est à BirdLife International.

Nature Kenya soutient également la construction de bâtiments à l'épreuve des prédateurs afin de réduire le nombre de grands félins et de hyènes qui s'attaquent au bétail dans les fermes. Jusqu'à présent, 10 bâtiments de ce type ont été construits dans le paysage d'Amboseli. En outre, Nature Kenya a aidé quatre écoles primaires à se doter d'une infrastructure de collecte des eaux de pluie.

Le Parc National d'Amboseli est une zone importante pour la conservation des oiseaux (IBA) et une zone clé pour la biodiversité (KBA). Outre la présence de nombreux grands animaux sauvages comme les éléphants d'Afrique, les rhinocéros noirs, les girafes et les lions, le parc abrite plus de 400 espèces d'oiseaux, dont plus de 40 oiseaux de proie, y compris l'oiseau secrétaire, l'aigle martial, le vautour à face blanche, le vautour à dos blanc, le vautour nubien et le vautour de Rüppell, qui sont menacés.



Des volontaires de la communauté se livrent à des danses traditionnelles pour sensibiliser la population à l'empoisonnement des animaux sauvages et à la conservation des vautours, lors de campagnes de sensibilisation sur les marchés dans le paysage d'Amboseli © Ednah Kulola

LIBÉRER LE POTENTIEL DU TRAITÉ SUR LA HAUTE MER : UNE VOIE VERS UNE GOUVERNANCE DURABLE DES OCÉANS



Les Seychelles affichent leur engagement pour la conservation de la haute mer en signant le Traité de la haute mer le 20 septembre 2023, à l'Assemblée générale des Nations Unies © High Seas Alliance

Par Julia Riopelle & Susan Waugh

Le traité sur la haute mer, un accord international novateur visant à préserver la biodiversité des océans du monde, ouvert à la signature et à la ratification lors de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 20 septembre 2023, représente une étape monumentale pour la gouvernance collaborative des océans au-delà de la juridiction nationale.

La nécessité d'un traité sur la haute mer

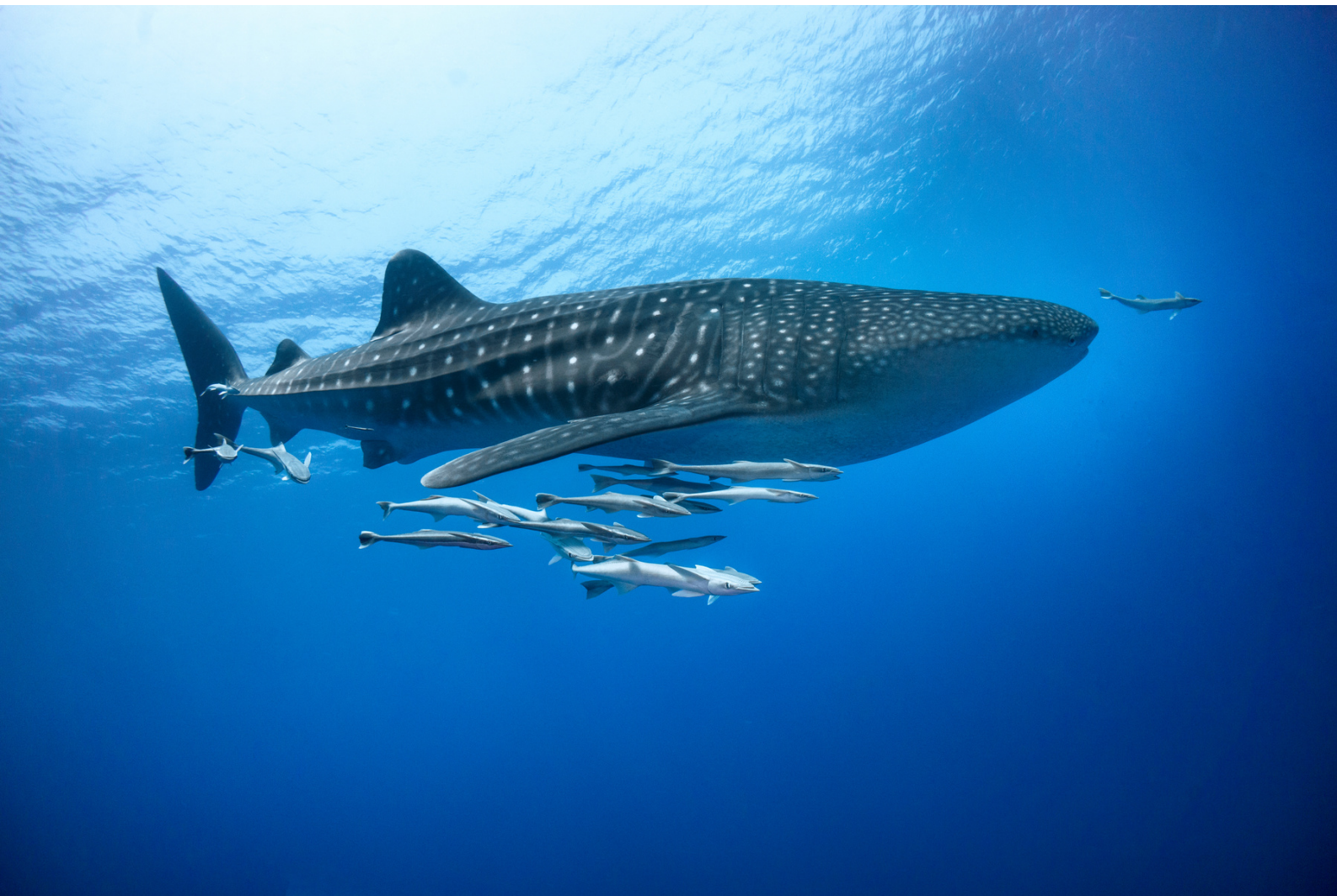
En raison de cadres juridiques fragmentés et d'activités à forte intensité de ressources, les écosystèmes des vastes étendues d'eaux internationales sont confrontés à de nombreux défis. La surpêche, les activités d'extraction, la pollution et les effets du changement climatique menacent les écosystèmes marins et les espèces qui y vivent. Cette situation peut en outre avoir des répercussions sur les économies et les moyens de subsistance, par exemple sur la pêche et le tourisme, ainsi que sur la sécurité alimentaire et la santé des communautés côtières.

Pour répondre à ces pressions pressantes et croissantes auxquelles les océans sont confrontés, le traité sur la haute mer a été négocié pendant près de deux décennies, le texte de l'accord ayant été adopté en juin 2023. Cet accord historique fournit un cadre juridique pour la mise en place d'outils de gestion par zone, notamment les aires marines protégées (AMP), ainsi qu'un cadre complet et moderne pour la réalisation d'études d'impact sur l'environnement des activités humaines.

Accès équitable et durable aux ressources de la haute mer

L'urgence et l'importance du traité sur la haute mer sont soulignées par le potentiel qu'il offre aux parties contractantes en termes d'avantages économiques et de développement. Les pays en développement et les pays enclavés peuvent également bénéficier de ce traité. Le traité favorise l'accès juste et équitable aux ressources génétiques marines découvertes en haute mer et facilite le développement et le transfert efficaces des technologies marines des pays membres développés vers les pays membres en développement.

En garantissant que toutes les nations puissent accéder à la diversité génétique trouvée en haute mer et en bénéficier, le traité favorise une approche plus inclusive et plus équitable de la gestion des océans. Cela est particulièrement important pour les pays en développement, qui manquent souvent des ressources et des technologies nécessaires pour explorer et exploiter efficacement les ressources marines. Les dispositions du traité peuvent contribuer à combler ce fossé, en créant des opportunités de croissance économique et de progrès technologique.



Le requin-baleine se trouve aussi bien dans les eaux côtières qu'en haute mer et habite dans toutes les eaux tropicales et tempérées chaudes. © Cinzia Osele Bismarck, Ocean Image Bank

Un fonds spécial a été créé pour distribuer les bénéfices du traité par le biais d'un renforcement des capacités et d'un transfert de technologie. Il est essentiel de plaider pour que les gouvernements ratifient ce traité et s'engagent à respecter ses dispositions afin d'ouvrir une nouvelle ère de gouvernance collaborative des océans dans les eaux internationales.

L'engagement de BirdLife International en faveur du traité sur la haute mer

Le 31 octobre, BirdLife International a organisé un séminaire en ligne sur le Traité de la Haute Mer pour nos partenaires en Afrique. Le webinaire comprenait un panel d'experts de la High Seas Alliance, une coalition de plus de 50 ONG dont BirdLife International est membre, ainsi que des intervenants invités du Réseau Régional d'Aires Marines Protégées en Afrique de l'Ouest (RAMPAO), du Projeto Biodiversidade basé au Cabo Verde et de la Mauritian Wildlife Foundation, qui ont parlé de la protection marine en Afrique de l'Ouest, au Cabo Verde et à l'île Maurice, respectivement.

En tant qu'observateur de la création du traité, l'Alliance pour la haute mer a joué un rôle déterminant dans les années de négociations qui ont abouti à la finalisation de l'accord sur le traité de la haute mer.

Les intervenants experts ont approfondi les dispositions du traité, donné un aperçu du processus de ratification et présenté les implications du traité pour les pays côtiers et les pays enclavés d'Afrique. Le webinaire a été suivi par plus de 50 participants de l'ensemble du partenariat africain, ce qui témoigne de l'intérêt et de l'engagement croissants pour la conservation des océans.

"Le traité sur la haute mer représente une opportunité de réglementer et de contrôler les activités en haute mer dans le but d'endiguer l'exploitation incontrôlée des océans et de garantir l'équité dans l'utilisation durable des ressources océaniques. Pour les États africains, cela pourrait signifier participer à l'économie maritime internationale et en tirer profit. La ratification du traité est une première étape importante, mais nous devrions déjà nous concentrer sur l'action, car sa mise en œuvre effective déterminera son impact réel sur les océans, les personnes et la planète", déclare Tabea Zwimpfer, coordinatrice Afrique du projet marin à BirdLife International.

Le traité sur la haute mer représente une occasion historique de mener une action coordonnée en faveur de la conservation de la biodiversité en haute mer. Il offre également à toutes ses parties, en particulier aux pays en développement, aux pays enclavés et aux petites nations insulaires ou côtières en développement, une occasion unique de tirer parti des avantages économiques et de développement qu'il a à offrir.

Ce traité ouvre la voie à une approche plus durable et plus inclusive de la gouvernance des océans. Il appartient désormais aux gouvernements et aux groupes de la société civile du monde entier de prendre les mesures nécessaires pour signer et ratifier le traité, afin d'entrer dans une nouvelle ère de gestion responsable et collaborative de la haute mer. Vous avez manqué le webinaire ?

Cliquez [ici](#) pour accéder à la session enregistrée !

Veillez contacter les organisatrices du webinaire, Susan Waugh, et Julia Riopelle à BirdLife international si vous souhaitez poser des questions supplémentaires sur la façon dont votre organisation ou votre gouvernement peut faire progresser la ratification du traité.

“

Le traité sur la haute mer représente une opportunité de réglementer et de contrôler les activités en haute mer dans le but d'endiguer l'exploitation incontrôlée des océans et de garantir l'équité dans l'utilisation durable des ressources océaniques. Pour les États africains, cela pourrait signifier participer à l'économie maritime internationale et en tirer profit. La ratification du traité est une première étape importante, mais nous devrions déjà nous concentrer sur l'action, car sa mise en œuvre effective déterminera son impact réel sur les océans, les personnes et la planète



Tabea Zwimpfer,
Coordonnatrice Afrique du Projet Marin, BirdLife Africa



Un albatros timide traversant le milieu de l'océan Austral © Dominique Filippi

BIRDLIFE SOUTH AFRICA ANNONCE L'OISEAU DE L'ANNÉE 2024 :

LE BATELEUR



Bateleur (*Terathopius ecaudatus*) © Chris van Rooyen



Bateleur (*Terathopius ecaudatus*) © Chris van Rooyen

Également connu sous le nom de Berghaan (afrikaans), ingqungqulu (isiZulu) et ingqanga (isiXhosa), ce magnifique rapace est célèbre pour son apparence frappante et son comportement aérien remarquable. En effet, un bateleur (*Terathopius ecaudatus*), planant au-dessus d'un buisson africain, avec son mouvement de balancement et de glissement, est l'une des images les plus emblématiques de l'Afrique du Sud et, en fait, de notre continent.

Le bateleur est un oiseau de proie véritablement charismatique qui attire l'attention, avec son plumage distinctif - une combinaison de noir, de blanc et de rouge-orange vibrant sur la face et les pattes. Son nom commun anglais, Bateleur, a été inventé par le célèbre explorateur, écrivain et ornithologue français François Levaillant. Il s'agirait d'un mot français signifiant "culbuteur" ou "funambule", ce qui décrit bien les acrobaties gracieuses et aériennes de cet oiseau. Son nom isiZulu, ingqungqulu, est onomatopéique et fait référence au son des tambours de bataille, en raison de la relation de l'espèce avec la guerre dans la culture zouloue. Son nom scientifique, *Terathopius ecaudatus*, rend hommage à son visage merveilleux et à sa courte queue.

Cette espèce est aussi à l'aise dans les buissons du parc national Kruger que dans les zones arides du Kalahari. Elle est sexuellement dimorphe, ce qui signifie que les mâles et les femelles peuvent être différenciés en fonction de leur plumage ou de leur apparence.

Aussi audacieux, majestueux et forts que soient ces oiseaux, ils sont malheureusement classés parmi les espèces menacées au niveau régional, avec une réduction de la population estimée à plus de 50 % au cours des trois dernières générations (40 ans), ce qui laisse une population régionale de moins de 1 000 individus matures.

On pense que cela est dû à la transformation de l'habitat, qui a entraîné une diminution de la base de proies disponibles pour les bateleurs, en particulier en dehors des zones protégées. Sa tendance à la recherche de nourriture expose également cette espèce à un risque particulier d'empoisonnement aveugle, en particulier par les petits éleveurs. Le prélèvement illégal de cette espèce pour le commerce du muthi est une autre tendance récente, qui doit faire l'objet d'une enquête plus approfondie.

Rejoignez-nous pour célébrer le bateleur et soutenir la conservation de ces oiseaux incroyables et de leurs habitats.

Pour en savoir plus <https://www.birdlife.org.za/bird-of-the-year-2024/>



© Albert Beukhof

SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATUREL ET DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE DE SÃO TOMÉ ET PRÍNCIPE



Session de sensibilisation avec les résidents locaux de Pico Macuru (une réserve spéciale) © BirdLife

Par Vânia Trovoada

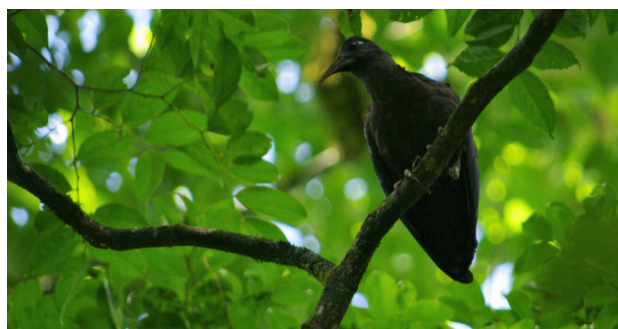
La valeur de la conservation de la nature

L'abondance et la diversité naturelles de São Tomé et Príncipe (STP) comprennent des centaines d'espèces endémiques de flore et de faune, comme l'ibis de São Tomé (*Bostrychia bocagei*), en voie de disparition, ou le fisc de São Tomé (*Lanius newtoni*). Nombre de ces espèces se trouvent dans les zones protégées de haute altitude des parcs naturels Obô de São Tomé (PNOT) et de Príncipe (PNP). Cependant, les zones tampons respectives, les forêts de plaine, les zones côtières et marines, également riches en biodiversité, bénéficient d'une protection limitée ou inexistante, et constituent donc une raison importante de redoubler d'efforts pour étendre le réseau d'aires protégées dans l'archipel.

BirdLife International, en collaboration avec des universités nationales et internationales et des ONG, a aidé le gouvernement à identifier et à désigner 21 nouvelles zones protégées sous le statut de Réserves Spéciales (RS) en plus du parc naturel et réparties dans tout le paysage de l'île de São Tomé, totalisant plus de 12 300 hectares, en utilisant les critères et la méthodologie des Zones à Haute Valeur de Conservation (ZHVC).

Les zones à haute valeur de conservation sont caractérisées par des valeurs biologiques, écologiques, sociales ou culturelles et sont d'une importance extrême au niveau national, régional et/ou mondial.

"Les ressources naturelles qui existent dans les 21 SR sont nombreuses, diverses et très précieuses d'un point de vue socio-économique et environnemental. Nous devons tous en prendre conscience et trouver des solutions à court et moyen terme pour utiliser ces ressources de manière durable, avant d'atteindre un niveau indésirable de dégradation des écosystèmes et de perte de biodiversité, ce qui entraînerait une diminution de l'offre et une mauvaise régulation des services écosystémiques", affirme Conceição Neves, Chef de projet pour BirdLife Africa sur l'île de São Tomé.



Sao Tome Ibis (*Bostrychia bocagei*) © Jean-Baptiste Deffontaines



Réunion avec les chefs de communautés dans le district de Me-Zochi © BirdLife

Réserves spéciales de São Tomé

La reconnaissance officielle de ces zones dans STP comprend l'identification des aspects de gestion et de surveillance, la participation à la création de politiques d'utilisation des terres autour du PNOT qui maintiennent l'intégrité écologique des sites sensibles.

Ce processus de reconnaissance a débuté en 2019 par la collecte de données, suivie de consultations publiques avec les autorités locales, les dirigeants et les représentants des communautés voisines des RS, dont la plupart se trouvent dans la zone tampon du PNOT. Ces réunions participatives ont permis de recueillir des informations importantes, des préoccupations et des recommandations sur les pressions, les menaces et la valeur des ressources naturelles de chaque zone, ce qui a abouti à leur validation et à leur cartographie.

"Comme il s'agit d'un processus qui a commencé en 2019-2020, il y a eu une augmentation notable du niveau de sensibilisation des représentants de la communauté et de la nécessité d'adopter des mécanismes de gestion durable pour exploiter les ressources naturelles existant dans les zones cibles, où la communauté est le principal bénéficiaire. La définition et la mise en œuvre de mécanismes de gestion durable et inclusive dans chaque réserve deviennent urgentes", note M. João Vaz, représentant de la communauté de Brigoma à Santa Catarina, São Tomé.

Un avenir vert et durable

Ce processus multipartite crée des synergies pour les actions à développer à l'avenir, chaque partie impliquée étant consciente de son rôle. L'implication précoce des communautés directement visées par cette initiative est essentielle. Dans les activités futures, l'objectif est de développer des scénarios de gestion basés sur des approches innovantes adaptées et comparées, telles que la cogestion par les communautés, des modèles de développement du tourisme durable fondés sur la collaboration et des investissements privés de haut niveau, entre autres.



Nous devons trouver des solutions à court et moyen terme pour utiliser ces ressources de manière durable, avant d'atteindre un niveau indésirable de dégradation des écosystèmes et de perte de biodiversité, ce qui entraînerait une diminution de l'offre et une mauvaise régulation des services écosystémiques

.....
Conceição Neves,
Chef de projet, BirdLife Africa

"Préoccupés par la destruction de la forêt, nous avons, de notre propre initiative, créé des zones protégées, mais malgré cela, tout a été détruit. Alors, que faire ? La création de cette zone résoudre-t-elle la situation ?" - Hipólito Gomes, Président de l'association des habitants d'Água Coimbra.

Les prochaines étapes pour 2024 comprennent la mise en œuvre des actions prévues par le décret-loi n° 08/2023 qui a créé les RS, telles que l'élaboration de scénarios et de modèles de gestion pour les RS pilotes sélectionnées en tenant compte des spécificités identifiées par la méthodologie HVC, comme l'écotourisme, l'agroforesterie, les services écosystémiques ou autres.

"La création officielle des 21 RS sur l'île de São Tomé est une démonstration claire du potentiel de coordination des efforts en faveur de la conservation de la nature et de la biodiversité, pour et par les populations. Du début à la fin, ce processus a impliqué la participation et l'engagement de tous les acteurs concernés au niveau local et national. Nous ne pouvons donc qu'exprimer notre appréciation et nos remerciements à tous, et en particulier aux partenaires et aux bailleurs de fonds (c'est-à-dire l'Union européenne, Rainforest Trust et le Fonds Mondial pour l'Environnement) pour leur contribution inestimable à la sauvegarde du patrimoine naturel de São Tomé et Príncipe", conclut Agostinho Fernandes, Chef du bureau de BirdLife International à São Tomé et Príncipe.



Vue aérienne d'une réserve spéciale © BirdLife

UN GRAND BRACONNIER DEVIENT UN DÉFENSEUR DE LA FORÊT EN SIERRA LEONE



Le paysage de Gola © CSSL

Par **Abdul Kaprr Dumbuya**

Abdul Borbor Musa est un agriculteur de 45 ans qui vit dans la communauté de Joru, dans la chefferie de Gaura, dans le district de Kenema, à l'est de la Sierra Leone. Pendant longtemps, Abdul a été impliqué dans l'exploitation forestière et l'agriculture sur brûlis dans la forêt communautaire "Gaya-yei" (les collines qui pleurent) à Joru. Il s'agissait d'activités essentielles dont il dépendait fortement pour assurer la survie quotidienne de sa famille. De plus, Abdul était le chef d'un groupe de cinq chasseurs dans sa communauté. En l'espace d'un mois, Abdul et son équipe tuaient jusqu'à 12 animaux différents, dont des singes, des céphalophes, entre autres, qui, une fois vendus, leur rapportaient un total de 1 800 000 Leones (75 USD) qu'ils se partageaient entre eux. C'était avant que le projet PAPFor, financé par l'UE, ne soit lancé dans la communauté par la Conservation Society of Sierra Leone (CSSL) en 2020.

"Nous avons réalisé que le nombre d'animaux avait commencé à diminuer dans la forêt et que leur source d'eau potable se tarissait progressivement en raison des pratiques agricoles de la communauté", explique Musa.

Le projet PAPFor vise à résoudre les problèmes de dégradation des forêts en travaillant avec les communautés rurales pour les sensibiliser à l'importance de la protection des forêts tout en promouvant des activités de subsistance alternatives.

L'élément clé du projet PAPFor a été la mise en place d'activités de sensibilisation soutenues par le biais de sessions d'engagement communautaire à travers la chefferie, incitant des personnes comme Musa et ses cohortes à renoncer à la pratique de l'agriculture non durable, au braconnage et à l'exploitation forestière dans la forêt communautaire. Les messages ont convaincu les autorités locales de la chefferie de Gaura et les ont amenées à galvaniser le soutien de toutes les communautés propriétaires de la forêt pour qu'elles travaillent en collaboration avec le projet PAPFor.

Cette démarche a été suivie de plusieurs engagements qui ont abouti à l'élaboration et à la signature d'un protocole d'accord en 2021 entre CSSL et les autorités de la chefferie pour la création officielle de la forêt communautaire de Gaya-yei. Ce protocole a été soutenu par un ensemble de règlements communautaires assortis de sanctions strictes, élaborés par les communautés, interdisant les pratiques destructrices dans la forêt communautaire. Cette initiative a été approuvée par les parties prenantes de la communauté, car dans le contexte de la foresterie communautaire, elles se voient jouer un rôle central dans la prise de décision concernant l'utilisation des terres et la gestion de leur forêt locale, tout en facilitant le soutien du gouvernement et des partenaires de développement.

"Nous sommes particulièrement heureux que les communautés soient disposées et prêtes à adopter le concept de foresterie communautaire pour protéger leur forêt. Nous continuerons à les encourager à travailler plus dur pour que leur forêt devienne un exemple à suivre pour les autres communautés", souligne Emurana Sowa, coordinateur national du projet CSSL-PAPFor.

"Comme beaucoup de mes collègues braconniers, bûcherons et agriculteurs, le projet PAPFor m'a vraiment aidé à prendre conscience de l'importance de sauver notre forêt. Au départ, il m'a été très difficile de changer mes habitudes, notamment en ce qui concerne le braconnage et l'agriculture de montagne, qui constituaient mes principales sources de revenus", affirme Musa.

Aujourd'hui, Musa dépend entièrement de l'agriculture, de l'exploitation des marais de la vallée intérieure et de la monoculture avec des variétés de cultures de trois mois, notamment le riz, les pommes de terre, les œufs de jardin, le manioc et le poivre.

"Pour chaque récolte que je fais, je garde toujours une partie du produit pour la nourriture et pour la période de plantation suivante, puis je vends le reste. Lors de ma dernière récolte, au second semestre 2023, j'ai gagné jusqu'à présent environ 7 000 000 SLE (311,11 dollars). C'est évidemment un grand tournant pour moi et ma famille, grâce à la CSSL et au projet PAPFor. En tant que président de notre comité de gestion forestière, je continuerai à plaider pour la protection non seulement de notre forêt, mais aussi des autres forêts communautaires, car une forêt saine sauve des vies, tout comme notre forêt communautaire de Gaya-yei", ajoute-t-il.

Depuis la création officielle de la forêt communautaire de Gaya-yei en 2021, Joru et cinq autres communautés bénéficient d'un approvisionnement en eau ininterrompu. Joru compte trois écoles et un centre de santé communautaire qui sont alimentés en eau par des tuyaux provenant de la forêt communautaire de Gaya-yei grâce à un système de gravité. En outre, un habitant de Joru a récemment créé une entreprise d'eau pure qui a fourni des emplois à près de 50 jeunes.

"Le CSSL est heureux de continuer à partager des histoires comme celle d'Abdul Borbor Musa, et de montrer comment le projet PAPFor, financé par l'UE, a réussi à changer les comportements et à transformer des vies grâce à la foresterie communautaire et à des initiatives connexes", conclut M. Sowa.

“

Comme beaucoup de mes collègues braconniers, bûcherons et agriculteurs, le projet PAPFor m'a vraiment aidé à prendre conscience de l'importance de sauver notre forêt. Au départ, il m'a été très difficile de changer mes habitudes, notamment en ce qui concerne le braconnage et l'agriculture de montagne, qui constituaient mes principales sources de revenus



**Abdul Borbor Musa,
Conservateur forestier**

INTÉGRATION DE LA BIODIVERSITÉ DANS LA GRANDE MURAILLE VERTE D'AFRIQUE



Représentation visuelle de la capacité de la nature à retenir les déserts © Initiative de la Grande Muraille Verte

Par Djibril Diallo

En novembre 2023, les ministres des pays de la Grande Muraille Verte (GMV) se sont réunis à Abuja, au Nigeria, pour délibérer sur les progrès réalisés dans les activités de restauration, les questions institutionnelles telles que l'état des contributions et la mobilisation des ressources extérieures, entre autres. Établie par l'Union africaine en 2007, l'initiative, qui couvre 11 pays d'ouest en est de l'Afrique, du Sénégal à Djibouti, vise à restaurer les paysages dégradés du Sahel.

Des années de changement climatique, de surexploitation agricole et de surpâturage dans le Sahel ont érodé cette bande autrefois verte, mettant en péril la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de 130 millions de personnes. L'initiative englobe différentes utilisations des terres, y compris la restauration des habitats à travers une mosaïque de paysages verts et productifs comprenant 8000 km d'arbres, de prairies et de végétation verdoyante. Il est prévu de restaurer plus de 100 millions d'hectares de terres, de séquestrer 250 millions de tonnes de carbone, de créer 10 millions d'emplois et d'assurer la sécurité alimentaire de plus de 20 millions de personnes d'ici à 2030. À ce jour, environ 18 millions d'hectares de terres dégradées ont été restaurés.

Bien que le contexte de chaque pays du Sahel soit différent, l'initiative s'appuie sur une approche localisée, selon laquelle les pays s'attaquent aux défis locaux en utilisant les contextes locaux.

Alors que certains pays se concentrent sur la reforestation et l'agroforesterie, d'autres se concentrent sur la fixation des dunes dans des endroits où la végétation est indigène. Dans toute la ceinture, les partenaires de BirdLife sont impliqués dans le programme de restauration.

En Mauritanie, par exemple, BirdLife Partner Nature Mauritania effectue des travaux de restauration en partenariat avec l'Agence nationale de la Grande Muraille verte, y compris dans l'important lac Male - une Zone Clé pour la Biodiversité (ZCB). En outre, les communautés locales bénéficient de divers programmes de subsistance, notamment l'élevage de volailles et les cultures maraîchères.

Un élément clé est de considérer la biodiversité comme un élément essentiel des activités de restauration. À cette fin, BirdLife dirige les efforts visant à intégrer la conservation de la biodiversité dans les activités de la Grande Muraille Verte.



Les générations futures récolteront les fruits de ce travail © Nature Mauritanie

En 2019, l'Agence panafricaine de la Grande Muraille Verte (APGGW) et BirdLife International ont signé un protocole d'accord pour soutenir l'intégration et le suivi de la biodiversité, des habitats et des services écosystémiques, dans le cadre de l'initiative. Grâce à ce protocole d'accord, BirdLife et l' APGGW travaillent ensemble dans divers domaines, notamment la restauration des habitats et le renforcement des capacités des organisations locales de conservation, ainsi que le plaidoyer et la sensibilisation.

Grâce à la collaboration entre les agences nationales du APGGW et les partenaires de BirdLife, des groupes de travail sur la biodiversité ont été mis en place au Nigeria et au Burkina Faso. En outre, des contrats ont été signés avec le Niger, le Mali et la Mauritanie pour soutenir la création de groupes de travail sur la biodiversité. Ces groupes contribueront à aider les pays à évaluer l'impact des activités de la GMV sur la biodiversité et, par conséquent, à proposer des recommandations.

Alors que les activités de restauration continuent d'être mises en œuvre dans les pays de la GMV, un plus grand soutien à cette initiative sera déterminant pour un avenir vert du Sahel mené par les communautés.

“

BirdLife et l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte (APGGW) travaillent ensemble dans divers domaines, notamment la restauration des habitats et le renforcement des capacités des organisations locales de conservation, ainsi que le plaidoyer et la sensibilisation.



Djibril Diallo,
Responsable de l'intégration de la biodiversité pour la Grande Muraille Verte, BirdLife Africa

SUR LE TERRAIN AVEC L'ÉQUIPE DU PIGEON ROSE



Un pigeon rose montrant ses étonnantes nuances de couleurs juste avant de se poser sur une branche © Clément Appadoo

Par Thierry Runghen

Le pigeon rose (*Nesoenas mayeri*), endémique de l'île Maurice, est un pigeon de taille moyenne caractéristique, au corps rose pâle, aux ailes brunes et à la large queue brun rouille. Au fil des ans, l'espèce est en déclin sous l'effet de la destruction et de la dégradation de l'habitat, des maladies, de la perte génétique et des prédateurs, entre autres. Dans les années 1970, il ne restait plus que 12 à 20 individus.

"Avant l'installation des hommes sur l'île, le pigeon rose se trouvait dans toutes les forêts de l'île, des hautes terres à la côte, et très probablement sur les îlots. Suite à la réduction drastique de ses habitats. Nous intervenons par la reproduction en captivité ou l'élevage et le relâchement, la création de sous-populations, le contrôle des prédateurs, l'alimentation complémentaire, la gestion des maladies et la gestion génétique", explique Vikash Tatayah, Directeur de la Conservation de la Fondation Mauricienne pour la Faune et la Flore (FMFF).

"Le nombre d'animaux a augmenté au fil des ans pour atteindre 600 actuellement, alors qu'il n'était que de 9 ou 10 en 1990. Bien que les effectifs aient considérablement augmenté depuis les années 1970, la dernière espèce de pigeon survivante dans les Mascareignes n'est pas encore totalement à l'abri des prédateurs, de la pénurie de nourriture, des maladies et de la dérive génétique", ajoute Vikash Tatayah.

Aujourd'hui, l'oiseau peut être observé dans diverses localités du parc national des gorges de la rivière Noire, dans le sud-ouest du pays, notamment à Petrin, Brise Fer, Pigeon Wood (Plaine Paul), Combo et Bel Ombre, et dans le sud-est, dans la réserve insulaire de l'île aux Aigrettes, entre autres.

Pour assurer la préservation de cet oiseau endémique de l'île Maurice, une équipe de Mauriciens et d'expatriés de la FMFF passe toute l'année à s'en occuper sur différents sites. L'équipe " Pigeon rose ", dirigée par Akilesh Jodhee, Senior Pink Pigeon staff, surveille les oiseaux tous les jours.

Le pigeon rose peut se reproduire toute l'année (à l'exception d'une période de mue variable). Akilesh et son équipe parcourent la forêt à la recherche de signes de reproduction et, si un nid est trouvé, les détails du nid sont enregistrés, notamment le nombre d'œufs pondus, le nombre de pigeonneaux qui éclosent, le nombre de pigeonneaux qui s'envolent, etc.

L'évolution du nid est suivie dans le temps afin de déterminer le résultat (si le nid réussit, c'est-à-dire si au moins un pigeonneau s'envole, ou s'il échoue en raison de la prédation des œufs ou des pigeonneaux, de la destruction du nid ou d'une maladie affectant les pigeonneaux).



Lorsqu'un nid est découvert, le personnel l'observe à distance sans le déranger © MWF

Ces informations contribuent à l'évaluation de l'état de la population, c'est-à-dire qu'elles permettent de savoir si la population est "saine", en croissance, en déclin ou vieillissante", explique Akilesh.

Lorsqu'un nid est trouvé, le membre de l'équipe l'observe depuis le sol à l'aide de jumelles. Le couple reproducteur sera identifié par sa combinaison unique de bagues d'identité en métal et de bagues de couleur en plastique pour les pattes.

En outre, le stade du nid sera déterminé, c'est-à-dire si le nid est au stade de la construction, de la garniture ou de l'incubation. Des détails essentiels sur le nid sont recueillis, tels que la hauteur au-dessus du sol, l'essence de l'arbre et les coordonnées GPS. "Nous n'accédons pas aux nids car ils sont parfois fragiles. Nous ne voulons pas non plus déranger les oiseaux. S'il y a trop de perturbations autour du nid, la femelle peut choisir de trouver un autre endroit", explique Owen Moorghen, biologiste de terrain chargé de la conservation.

Les pigeons roses sont également observés par l'équipe autour des mangeoires (hoppers), où du blé et du maïs cassé sont distribués dans les sites où les oiseaux sont gérés. "L'identification des oiseaux qui visitent les mangeoires nous permet de déterminer s'il existe un modèle de nidification. Si vous voyez la femelle et le mâle d'un couple venir régulièrement aux mangeoires, alternativement et à différentes heures de la journée, vous pouvez en déduire qu'ils ont un nid et qu'ils se relaient pour couvrir les œufs ou les poussins", ajoute Akilesh.

“

Avant l'installation des hommes sur l'île, le pigeon rose se trouvait dans toutes les forêts de l'île, des hautes terres à la côte, et très probablement sur les îlots. Suite à la réduction drastique de ses habitats, nous intervenons par la reproduction en captivité ou l'élevage et le relâchement, la création de sous-populations, le contrôle des prédateurs, l'alimentation complémentaire, la gestion des maladies et la gestion génétique

**Vikash Tatayah,
Directeur de la Conservation, Fondation Mauricienne pour
la Faune et la Flore (FMFF)**



Chaque jour, le personnel de Pink Pigeon se rend dans la forêt pour surveiller l'espèce © MWF



© Clément Appadoo

Les mangeoires offrent un complément aux pigeons roses dans les zones aménagées © Clément Appadoo

Les poussins sont nourris pendant 3 à 4 semaines avant de quitter le nid. L'observation de la journée entière permet également à l'équipe de rechercher les oiseaux qui n'ont pas encore été marqués. L'équipe capturera et marquera tout oiseau visiteur non marqué dès qu'il entrera dans les volières pour se nourrir. Le marquage permet à l'oiseau d'être reconnu individuellement à partir de ce moment-là, ce qui permet à l'équipe de déterminer les estimations de la population, les taux de survie et l'histoire de la vie.

En outre, l'équipe est responsable du maintien d'un refuge relativement exempt de mammifères prédateurs introduits, tels que les rats, dans les zones où les pigeons roses sont gérés, ce qui représente une tâche considérable. L'équipe veille également au bien-être des pigeons roses et s'occupe des oiseaux malades ou blessés.

Il reste encore beaucoup de travail à accomplir, notamment la création de nouvelles sous-populations afin d'accroître la répartition et la taille de la population, et, à terme, l'établissement d'un lien entre toutes les sous-populations pour obtenir une seule population de pigeons roses. "Il s'agit d'une perspective à long terme et, avant d'atteindre ce stade, nous devons gérer la génétique des sous-populations existantes. Une étude soutenue par les partenaires de l'Université a identifié que les oiseaux des zoos européens et américains ont des gènes qui sont absents ou sous-représentés chez les oiseaux sauvages de l'île Maurice".

Ces gènes, réintroduits chez les oiseaux de l'île Maurice, devraient favoriser une meilleure condition physique de nos oiseaux (par exemple dans la lutte contre les maladies) et contribuer à assurer la viabilité et la résilience à long terme de nos sous-populations", conclut Sion Henshaw, responsable de la faune au MWF.

Le MWF et ses partenaires sont heureux de voir que notre population de pigeons roses a atteint un objectif à long terme de 600 individus sur une vingtaine, et se réjouissent du défi que représente le fait d'éloigner encore plus cette espèce du risque d'extinction.



© Clément Appadoo

Chaque pigeon est marqué avec une combinaison de couleurs afin que l'équipe puisse identifier chaque individu © Clément Appadoo

UN AVENIR PROMETTEUR POUR L'ALOUETTE DE RASO AU CAP-VERT



Juvenile of the Raso lark in the midst of vegetation on the small island of Raso in Cape Verde © Nathalie Melo

Par Odair Cardoso & Isabel Fortes

L'alouette de Raso (*Alauda Raza*) est une espèce d'oiseau mondialement menacée que l'on ne trouve qu'au Cap-Vert. Jusqu'en 2018, cette espèce inscrite sur la liste rouge de l'UICN comme étant en danger critique d'extinction ne se trouvait qu'à Raso, l'une des dix îles qui constituent le Cap-Vert.

Bien qu'extrêmement bien adaptée à l'environnement désertique, la population d'alouettes de Raso est vulnérable au changement climatique et à la sécheresse extrême, car elle dépend des pluies saisonnières pour se reproduire. En outre, la prédation par le gecko géant endémique du Cap-Vert a encore réduit les populations de l'espèce. En 2004, on comptait moins de 100 individus. Des efforts de conservation concertés ont été déployés et, en 2010, les populations ont commencé à augmenter, atteignant environ 1 500 individus selon le dernier recensement effectué en 2017.

Un nouveau foyer pour l'alouette des champs

En 2018, les efforts de conservation de Biosfera, partenaire de BirdLife au Cap-Vert, de la Société Portugaise pour l'Étude des Oiseaux (SPEA), de la Direction Nationale de l'Environnement du Cap-Vert et de l'Université de Cambridge ont permis la réintroduction de l'espèce à Santa Luzia - une autre île du Cap-Vert, où l'espèce avait déjà existé avant le 15ème siècle.

Initialement, 37 individus ont été transférés en avril 2018, et en 2019, 33 autres ont été transférés pour augmenter les populations de l'espèce. Après la première translocation, la population a été suivie fréquemment pendant plusieurs mois par l'équipe de terrain, et l'année suivante, après la pluie, le premier poussin d'alouette de Raso a été trouvé, signe de la réussite de la translocation et d'une étape importante dans la conservation de cette espèce.

"Nous étions tous très impatients de savoir comment ils se comporteraient en groupe, ou quelle zone spécifique de l'île ils préféreraient sur l'île de Santa Luzia", note Tommy Melo, Cofondateur de Biosfera.

En mars 2023, l'équipe a effectué un recensement sur l'île. Actuellement, on estime que 450 à 600 individus prospèrent sur l'île. En outre, 23 alouettes de Raso ont déjà été baguées à Santa Luzia. De plus, des alouettes de Raso ont été observées volant de l'île de Santa Luzia à l'îlot de Raso et vice versa, sur une distance de 17 km.

Cette réintroduction sur l'île de Santa Luzia est essentielle car elle permet de réduire le risque d'extinction de l'espèce. Biosfera et ses partenaires ont veillé à ce que l'île soit exempte de chats afin d'atténuer les menaces de prédation qui pèsent sur l'espèce.

En outre, le succès de la reproduction de l'espèce est favorisé par le fait qu'il n'y a pas de geckos géants sur l'île, contrairement à Raso. Biosfera continuera à surveiller cette espèce et à recueillir davantage d'informations sur son adaptation à son nouveau lieu de vie, afin de contribuer aux efforts de conservation.

"La réintroduction de l'alouette de Raso représente une étape importante dans la conservation des espèces terrestres au Cap-Vert et pas seulement pour Biosfera, en raison du succès et de l'impact qu'elle a eu sur la restauration de l'écosystème dans la réserve de Santa Luzia", conclut Nadina Rodrigues, Directrice Exécutive de Biosfera.

“

La réintroduction de l'alouette de Raso représente une étape importante dans la conservation des espèces terrestres au Cap-Vert et pas seulement pour Biosfera, en raison du succès et de l'impact qu'elle a eu sur la restauration de l'écosystème dans la réserve de Santa Luzia

Nadina Rodrigues,
Directrice Exécutive, Biosfera



Alouette de Raso baguée sur la petite île de Raso au Cap-Vert © Nathalie Melo

LE FONDS DE ROULEMENT COMMUNAUTAIRE (FRC) SOUTIEN LES EFFORTS DE CONSERVATION DES VAUTOURS EN TANZANIE



Formation en entrepreneuriat en Tanzanie © Nature Tanzania

Par Vincent Onyango

Dans toute l'Afrique, les populations de vautours sont confrontées à des déclin importants, certaines espèces ayant connu des déclin allant jusqu'à 97 % au cours des 50 dernières années. Aujourd'hui, 7 des 11 espèces de vautours sont menacées d'extinction, l'empoisonnement étant à l'origine de plus de 60 % des décès de vautours. L'empoisonnement représente plus de 60 % des décès de vautours. L'utilisation basée sur des croyances, où les vautours sont tués pour les parties de leur corps utilisées dans la médecine traditionnelle, représente environ 29 % des décès de vautours sur le continent. En Tanzanie, Nature Tanzania engage les communautés locales de la zone de gestion de la faune et de la flore sauvages de Makao (WMA), dans le centre-nord de la Tanzanie, à protéger les vautours.

Un aspect essentiel de ce travail consiste à inciter les guérisseurs traditionnels à remplacer les parties des vautours par des alternatives à base de plantes. Une herbe vivace, *Biophytum crassipes* (kiloto), a ainsi été identifiée pour être utilisée. En outre, Nature Tanzania fait participer les communautés de la région en promouvant les moyens de subsistance des communautés. Ainsi, un Fonds de Roulement Communautaire (Community Revolving Fund - FRC) appartenant à la communauté est opérationnel.

Le FRC comprend un système sans numéraire pour le versement et le remboursement de petits prêts, et implique la communauté, y compris les guérisseurs traditionnels. Les prêts sont accordés pour soutenir des entreprises respectueuses de l'environnement, améliorant ainsi les moyens de subsistance de la communauté. Avec le soutien financier de Darwin Initiative par l'intermédiaire de BirdLife International, Nature Tanzania a incorporé 15 millions de shillings tanzaniens (5 000 livres sterling) pour soutenir le fonds.

"L'adoption d'une approche intégrée de la conservation des vautours permettra non seulement de protéger ces oiseaux importants, mais aussi de réduire les pressions sur l'environnement, créant ainsi une harmonie durable pour tous", a déclaré Fadzai Matsvimbo, Coordinatrice du programme de prévention des extinctions, BirdLife International.

Le fonds est géré et exploité par l'autorité de gestion de la faune et de la flore sauvages de Makao, le conseil du district de Meatu, Nature Tanzania et le comité du CRF.



Participants à la formation à l'entrepreneuriat © Nature Tanzania

Le comité est composé de représentants du conseil du district de Meatu, de la Makao WMA et de Nature Tanzania. Ce comité évalue les demandes de prêt et assure le suivi et l'évaluation des projets de prêts accordés, dans le cadre desquels les entreprises sont régulièrement examinées.

En outre, les membres de la communauté bénéficient de formations sur le renforcement des capacités entrepreneuriales, ce qui permet de réduire la pression sur l'environnement et de s'attaquer aux causes de l'empoisonnement des animaux sauvages, notamment les pertes de revenus liées aux conflits entre l'homme et la faune et l'utilisation des parties du corps des vautours fondée sur des croyances.

"Nous remercions Nature Tanzanie de soutenir le gouvernement dans sa lutte contre la pauvreté en aidant la communauté Makao à avoir accès à des prêts à faible taux d'intérêt, ce qui leur permettra de lancer/améliorer leurs petites entreprises dans leurs régions respectives", a déclaré Mlle Fauzia Ngatumbura. Fauzia Ngatumbura, commissaire du district de Meatu.

Le premier lot de prêts a été déboursé en juillet 2023 et 56 personnes (33 femmes et 23 hommes) en ont bénéficié. Les bénéficiaires ont suivi une formation à l'entrepreneuriat pour leur permettre de gérer de petites entreprises qui améliorent leurs moyens de subsistance et réduisent la pression sur l'environnement et la faune.

"Le prêt que nous avons obtenu dans le cadre du projet de conservation des vautours mis en œuvre par Nature Tanzania nous a permis d'acheter une nouvelle machine à coudre qui a amélioré notre efficacité au travail, car nous traitons les commandes des clients dans les délais impartis, ce qui renforce leur confiance en nous, d'où l'augmentation du nombre de nos clients. Nous avons commencé à rembourser le prêt et nous prévoyons de rembourser la totalité du prêt avec les intérêts dès que possible pour que nos autres groupes en profitent également", déclare Mlle Jane Nchambi Mipawa, trésorière du groupe de femmes Mbuyuni, l'un des groupes bénéficiant des prêts.

"Grâce à la mise en œuvre du FRC, nous nous attendons maintenant à avoir un grand groupe d'ambassadeurs de la conservation des vautours puisque chaque bénéficiaire a été automatiquement enregistré en tant qu'ambassadeur de la conservation des vautours et qu'il/elle aidera Nature Tanzanie à sensibiliser à l'importance des vautours dans leur région respective", conclut Edwin Kamugisha, Chargé de Programme, Nature Tanzania.

“

Grâce à la mise en œuvre de la FRC, nous nous attendons maintenant à avoir un grand groupe d'ambassadeurs de la conservation des vautours puisque chaque bénéficiaire a été automatiquement enregistré en tant qu'ambassadeur de la conservation des vautours.



Edwin Kamugisha,
Chargé de Programme, Nature Tanzania



LE GREPOM PREND LE DESSUS SUR LES EFFORTS DE RESTAURATION DE LA NATURE AU MAROC



Des alpinistes nettoient les nids d'ibis chauves du Nord dans le sud du Maroc © Mohamed Aourir

Par Haytam Iallaten

Le Maroc abrite plus de 480 espèces d'oiseaux, dont près de la moitié nichent dans différents habitats à travers le pays, allant des plaines de haute montagne aux déserts et aux zones arbustives. En outre, le pays est situé au centre de la voie de migration de l'Atlantique Est, empruntée par des millions d'oiseaux de la région arctique, du Canada, du Groenland et de la Sibérie qui se rendent dans les territoires d'Afrique australe.

Les oiseaux étant de bons indicateurs de la santé de la planète, le déclin des populations d'oiseaux indique une détérioration du bien-être écologique de la planète. Ce phénomène n'est nulle part aussi prononcé qu'en Afrique, où les oiseaux sont confrontés à diverses menaces allant de la perte d'habitat due à différents facteurs, dont la déforestation - qui coûte au Maroc une moyenne de 25 000 ha de couvert forestier par an - au changement climatique.

Dans ce contexte, le GREPOM, partenaire de BirdLife au Maroc, mène plusieurs actions pour améliorer la qualité des habitats des oiseaux dans le pays. Située au nord-est du Maroc, la Sebkhia Bou Areg communément appelée Marchica est la deuxième grande lagune de la rive sud de la Méditerranée.

La lagune est un sanctuaire régional important pour les oiseaux migrateurs, tels que le Balbuzard pêcheur (*Pandion haliaetus*), le Tadorne de Belon (*Tadorna tadorna*), et l'Avocette pie (*Recurvirostra avosetta*) entre autres.

De nombreux oiseaux migrateurs importants se réfugient dans cette lagune, où beaucoup d'entre eux contribuent au bien-être de l'écosystème, et c'est pourquoi j'appelle cette lagune "un carrefour pour les oiseaux migrateurs", déclare Said Azouaghe, coordinateur de l'Unité Régionale de l'Est du GREPOM.

A partir de 2022, le GREPOM a contribué à la création d'habitats de nidification favorables aux oiseaux dans la lagune. Plus de 25 nids artificiels de flamants roses et deux radeaux flottants ont été installés. Le 5 juin 2023, quelques mois après l'installation du second radeau, la première reproduction de Sterne pierregarin (*Sterna hirundo*) a été enregistrée. Avant cela, l'espèce n'était connue pour se reproduire que sur deux sites dans le pays, dont Marchica (en 1978 et régulièrement depuis 2013) et la lagune de Khnifiss dans le sud-ouest du Maroc (en 1967 et 1995).



Sterne pierregarin (*Sterna hirundo*) : 2 adultes et 1 poussin visibles © Said Azouagh

Parmi les autres espèces observées sur ce radeau flottant et ses environs immédiats figurent la Sterne caugek (*Thalasseus sandvicensis*), le Pluvier à collier (*Charadrius alexandrinus*) et la Sterne naine (*Sternula albifrons*).

Un autre projet mené avec succès par le GREPOM a été la restauration d'un îlot naturel dans l'estuaire de l'Oued Massa, un site inscrit sur la liste de Ramsar en 2022. Avec l'aide de la Direction du Parc National du Souss Massa (PNMS) et de l'Office national des eaux et forêts (ONCFS), l'îlot a été réhabilité dans l'espoir de créer de nouveaux habitats de reproduction pour les limicoles, les sternes et les goélands dans l'estuaire de la Massa. Le 29 avril 2023, la première reproduction du pluvier à collier (*Charadrius alexandrinus*) a été enregistrée, avec 39 œufs dans 13 nids sur l'île réhabilitée, ce qui en fait, avec la Marchica, l'un des rares projets de restauration d'habitat réussis au Maroc.

Le Maroc abrite la seule population sauvage au monde d'ibis chauves (*Geronticus eremita*), une espèce menacée. En octobre 2023, le GREPOM/BirdLife a collaboré avec l'AFAN pour améliorer les sites de reproduction de l'espèce dans la région de Souss Massa, notamment en enlevant le sable et d'autres matériaux qui s'étaient accumulés dans les sites de nidification, ainsi qu'en creusant de nouvelles zones pour l'installation de nouveaux nids. Le GREPOM a l'intention de poursuivre ses efforts de restauration et de conservation, et d'étendre son champ d'action à d'autres espèces et habitats.

"Notre objectif est de renforcer les écosystèmes pour les oiseaux résidents et migrateurs, ce qui ne serait pas possible sans l'engagement des bailleurs de fonds, des autorités locales, des ONG et des communautés locales. En tant que défenseurs du patrimoine aviaire marocain, notre engagement dans la restauration des habitats est un gage de sauvegarde non seulement des oiseaux mais aussi de l'équilibre de la nature", conclut Khadija Bourass, Directrice Exécutive du GREPOM.



Notre objectif est de renforcer les écosystèmes pour les oiseaux résidents et migrateurs, ce qui ne serait pas possible sans l'engagement des bailleurs de fonds, des autorités locales, des ONG et des communautés locales. En tant que défenseurs du patrimoine aviaire marocain, notre engagement dans la restauration des habitats est un gage de sauvegarde non seulement des oiseaux mais aussi de l'équilibre de la nature

**Khadija Bourass,
Directrice Exécutive, GREPOM**



Poussins et nids de pluviers à collier (*Charadrius alexandrinus*) © Mohamed Aourir

VOL DE PARADE NUPTIALE D'UNE VEUVE DOMINICAINE MÂLE
© RINA BIERMAN

